



INTERNATIONAL
PEACE
INSTITUTE



STIMSON

Le 3 octobre 2017, l'International Peace Institute (IPI), le Stimson Center, le Security Council Report et la Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies ont organisé un atelier de réflexion sur le mandat et la stratégie politique de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Il s'agissait du sixième atelier d'une série réunissant États membres, acteurs de l'ONU et experts indépendants en vue d'analyser la manière dont les recommandations formulées en juin 2015 par le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix des Nations Unies (High-Level Independent Panel on Peace Operations, ou HIPPO) peuvent être appliquées à la situation particulière de chaque pays.

Ce compte rendu de la réunion a été corédigé par l'IPI, le Stimson Center et le Security Council Report. Il récapitule les principaux points soulevés au cours du débat selon la règle de non-attribution de la Chatham House et ne reflète pas nécessairement les points de vue de tous les participants.

Ce projet est financé par ifa (Institut für Auslandsbeziehungen) avec des ressources fournies par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères.

Appliquer les recommandations du HIPPO en République centrafricaine : Vers des mandats stratégiques, hiérarchisés et ordonnancés

NOVEMBRE 2017

Introduction

En prévision du renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), prévu en novembre 2017, l'International Peace Institute (IPI), le Stimson Center et le Security Council Report ont tenu, le 3 octobre 2017, un atelier de réflexion sur le mandat et la stratégie politique de cette mission. Cet atelier visait à donner aux États membres et aux acteurs de l'ONU l'occasion d'établir une conception commune de la situation sur le terrain en République centrafricaine (RCA) et une même évaluation stratégique des politiques mises en œuvre. Les échanges avaient pour objectif de contribuer à élaborer la stratégie politique et l'organisation de la MINUSCA. Il s'agissait ainsi d'aider le Conseil de sécurité à prendre des décisions éclairées quant à l'orientation stratégique de la Mission et à l'ordonnancement de ses priorités.

La première séance de l'atelier s'est ouverte par une analyse de la situation sur le terrain en RCA. Les experts ont présenté une brève analyse des dynamiques sécuritaires et de la situation politique dans le pays, puis les participants ont réfléchi à la manière dont la stratégie politique actuelle de la MINUSCA pourrait être adaptée pour répondre à l'évolution du contexte. La seconde séance visait à déterminer les objectifs prioritaires de la mission et la manière de les ordonnancer pour faire avancer la stratégie politique analysée à la séance précédente.

Analyse du conflit

La RCA fait actuellement face à une montée de la violence à l'encontre des civils et à un glissement vers l'instabilité. Les groupes armés et autres acteurs du conflit poursuivent un éventail d'objectifs politiques et économiques par la violence. Les efforts mis en œuvre pour trouver une solution dans le cadre d'un processus politique sont au point mort. Malgré les efforts déployés par l'État centrafricain pour renforcer son autorité en dehors de Bangui, sa présence fait défaut dans la plus grande partie du pays. En conséquence, les Centrafricains ne comptent ni sur les pouvoirs publics du pays pour les représenter, ni sur la MINUSCA pour les protéger.

UN GLISSEMENT VERS L'INSTABILITÉ

Pendant le premier semestre 2016, à l'issue des élections présidentielles, la violence a nettement reculé en RCA. Cela résultait en grande partie de l'espoir, chez les groupes armés et les communautés, que le nouveau gouvernement allait aborder et résoudre leurs motifs de mécontentement. Cependant, ces

espoirs furent vite mis à mal quand le nouveau Président, Faustin-Archange Touadéra, refusa d'entrée de jeu de négocier avec les groupes armés avant qu'ils ne désarment. Depuis, la violence des groupes armés ex-Séléka et anti-balaka s'est ravivée et la situation sécuritaire s'est détériorée, de nombreux civils subissant des attaques pour des motifs d'appartenance ethnique ou religieuse. Les civils font face aux menaces des groupes armés, à la violence intercommunautaire, au vol de bétail, à l'extorsion, ainsi qu'à d'autres types d'actes criminels et de conflits liés aux ressources naturelles. Cette recrudescence de la violence a entraîné de lourdes pertes parmi la population civile, ainsi que le déplacement de 600 000 personnes. En août, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU a annoncé que le pays présentait les signes avant-coureurs d'un génocide¹.

Les conflits en RCA se manifestent souvent par un cycle de représailles violentes perpétrées par des groupes armés et milices d'autodéfense de plus en plus fragmentés. Selon un expert, les chefs des groupes armés, contraints par la force militaire de renoncer à s'emparer du pouvoir politique, ont recours à la violence pour atteindre d'autres objectifs. Il s'agit notamment de s'enrichir en se rendant maître de régions riches en ressources et de marchés stratégiques, d'accéder à des postes au sein de l'État, ou de se prémunir contre les poursuites pénales ou les enquêtes internationales en obtenant une amnistie. L'absence de mécanismes policiers et judiciaires capables d'amener les malfaiteurs à répondre de leurs actes laisse le champ libre à la violence et à la criminalité opportuniste. Les participants ont également fait observer que la montée de la violence dans le sud-est du pays était due au vide sécuritaire laissé par le retrait des opérations américaines et ougandaises contre le groupe armé appelé Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army).

UN PROCESSUS POLITIQUE AU POINT MORT

Les tentatives entreprises pour trouver une solution politique piétinent. Les participants ont souligné qu'alors que toutes les parties continuent d'adhérer aux principes et recommandations issus du Forum

de Bangui sur la réconciliation nationale (tenu en 2015), le Gouvernement n'a pas su tirer parti de ce succès initial. Cela est notamment dû au fait que les parties au conflit n'ont pas été fidèles à leurs engagements. Alors que le Président Touadéra exigeait que tous les groupes armés déposent leurs armes comme préalable à tout dialogue, quatre des principaux groupes armés n'ont toujours pas fourni les soldats qu'ils avaient promis dans le cadre de leur participation au programme pilote de « désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement » (DDRR) établi par le Comité consultatif et de suivi.

Un second obstacle au processus politique réside dans la multiplicité des efforts de médiation, conduits principalement par des acteurs régionaux ou externes, en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Organisation de la coopération islamique, l'Union africaine (UA) et l'Angola. Des organisations non gouvernementales, telles que la Communauté de Sant'Egidio, ont également tenté une médiation en vue de mettre fin à la violence armée, mais sans grand succès. L'initiative la plus récente, qui bénéficie du soutien de l'ONU, est la Feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation (la deuxième de ce type), signée sous l'égide de l'UA. Bien que l'ONU participe à ces processus, elle n'y joue pas un rôle politique de premier plan.

Jusqu'ici, aucune de ces initiatives n'a suffi à convaincre les chefs des groupes armés de déposer leurs armes, et certaines ont été critiquées pour avoir envisagé de tolérer une amnistie de ces derniers. Certains efforts de médiation, comme ceux menés par la Communauté de Sant'Egidio, ont souffert d'une participation non représentative et d'un manque d'adhésion de la part des parties prenantes sur le terrain. Les groupes armés centrafricains ont su tirer parti de ces faiblesses et des multiples efforts de médiation en allant « faire le tour des forums ».

De plus, comme les efforts politiques se concentrent au niveau national, un déficit de participation se fait sentir au niveau local. Les dividendes de la paix résultant du processus national ne sont pas immédiatement visibles sur le terrain, de sorte que beaucoup de sujets de mécontentement perdurent.

¹ « UN sees early warning signs of genocide in CAR », Al Jazeera, 7 août 2017, disponible à www.aljazeera.com/news/2017/08/sees-early-warning-signs-genocide-car-170807215828039.html.

Ainsi, certaines collectivités locales risquent de douter de la capacité des processus nationaux à répondre à leurs besoins et à leurs préoccupations, notamment parce que les populations sont dépourvues de représentation dans les débats nationaux alors que les facteurs de conflit sont souvent de nature locale.

GOVERNANCE ET CITOYENNETÉ

Malgré les efforts considérables déployés par la MINUSCA pour aider l'État à étendre son autorité, le Gouvernement centrafricain peine à établir son influence dans tout le pays. En plus de leur absence physique dans de nombreuses régions, les pouvoirs publics n'ont pas su communiquer l'idée d'une société inclusive réunissant les Centrafricains de toutes appartenances ethniques ou religieuses. Les questions fondamentales de savoir qui peut prétendre au statut de citoyen de la RCA et quels intérêts sont représentés par son gouvernement comptaient parmi les principaux facteurs des violences de la période 2012-2014, et ce gouvernement continue de les laisser sans réponse.

Bien que les violences soient perpétrées selon des critères d'appartenance religieuse, elles semblent moins motivées par l'idéologie que par des sentiments d'exclusion et de marginalisation. Beaucoup de Centrafricains ne se sentent pas représentés par les institutions de l'État, et ni le Forum de Bangui, ni les élections nationales n'ont répondu aux problèmes des populations laissées pour compte. Ce sentiment de marginalisation persiste alors que les forces de sécurité de l'État se composent en très grande majorité de chrétiens et que les pouvoirs publics locaux font souvent preuve de passivité, voire de complicité, face au conflit ethnoreligieux.

MÉFIANCE ET SOUPÇON

Les clivages sociaux de plus en plus marqués et la violence perpétrée selon des critères ethniques et religieux ont amplifié la méfiance et le soupçon au sein de la population centrafricaine. Il s'agit non seulement de la méfiance entre les différents groupes ethniques et religieux, mais aussi de celle des populations marginalisées envers les pouvoirs publics et de celle qui s'exerce à l'égard de la MINUSCA.

Ce manque de confiance envers la MINUSCA compromet la capacité de la mission à réaliser les objectifs de son mandat. Les perceptions erronées

selon lesquelles la MINUSCA aiderait activement les groupes armés ou favoriserait soit les musulmans soit les chrétiens sur le plan politique ont contribué à susciter des attaques meurtrières contre les Casques bleus. L'incapacité de la mission à exercer une veille sur les médias locaux en langue sango et en d'autres idiomes centrafricains réduit son aptitude à contrer leur discours, qui est souvent plus critique et plus soupçonneux à son égard que celui des médias francophones.

Stratégie politique

Compte tenu de ces facteurs de conflit, la stratégie politique de la MINUSCA devrait viser avant tout à faire cesser et à inverser le glissement du pays vers l'instabilité et l'insécurité tout en rassemblant la population autour de l'idée d'une société ouverte fondée sur la participation de tous à l'échelle locale. Les participants à l'atelier ont établi que la stratégie politique de la MINUSCA devrait s'articuler autour des éléments clés suivants :

SE RASSEMBLER AUTOUR DE L'IDÉE D'UNE SOCIÉTÉ OUVERTE

La RCA doit s'unir autour de l'idée d'une paix fondée sur la participation de tous. Cette idée doit recueillir l'adhésion du pays et ne peut pas lui être imposée par des acteurs externes. Cependant, le Gouvernement centrafricain, dont la composition n'est pas représentative de l'ensemble de la population, pourrait continuer à se montrer incapable de promouvoir une telle idée ou peu disposé à le faire. Dans ce cas, la MINUSCA devrait agir à l'échelle locale pour amplifier la voix des communautés souhaitant un avenir fondé sur la participation de tous aux affaires du pays. Tout en laissant les Centrafricains définir eux-mêmes leur propre vision du pays, la MINUSCA pourrait se faire entendre davantage pour promouvoir une démarche d'ouverture à tous et faire barrage à ceux qui minent les efforts visant à établir une paix durable.

CONJUGUER SOLUTIONS POLITIQUES ET PROTECTION DES CIVILS

Les participants ont débattu de l'ordre de priorité entre l'appui au processus politique et la protection des civils. Certains ont exprimé de l'inquiétude à l'idée que la protection des civils ne mobilise des efforts et des ressources au détriment de l'appui apporté à une solution politique du conflit. Cependant, d'autres participants ont fait valoir que

la protection des civils ne devait pas être considérée comme un volet distinct de la mission, mais plutôt comme une composante nécessaire au succès du processus politique en RCA. En effet, les communautés ne peuvent pas s'investir dans les processus de réconciliation si elles continuent de subir des attaques en raison de leur appartenance ethnique ou religieuse. De plus, ces communautés continueront de soutenir ces groupes armés, qui leur apportent parfois une protection, si elles pensent que les pouvoirs publics ou la MINUSCA ne sont pas en mesure d'assurer leur sécurité.

Qui plus est, les actions de la MINUSCA peuvent servir à la fois à protéger les civils et à faire avancer le processus politique. Par exemple, ses efforts pour empêcher un groupe armé de se rendre maître d'un centre de population peuvent protéger les civils contre la violence tout en encourageant le groupe en question à participer au programme de DDRR ou à d'autres démarches politiques. Par conséquent, la mission devrait concevoir la protection des civils non seulement comme une obligation morale envers la population centrafricaine, mais aussi comme un élément essentiel du processus politique. En définitive, il est possible de considérer que ces deux volets du mandat se complètent et se renforcent mutuellement.

METTRE L'ACCENT SUR L'ACTION À L'ÉCHELLE LOCALE

Même si le processus politique national actuellement au point mort venait à donner des résultats à Bangui, les préoccupations locales risqueraient d'être oubliées. Cela constitue un problème, car une grande partie de la violence qui sévit en RCA résulte de différends et de sujets de mécontentement propres à différentes collectivités territoriales. Si la mission concentre son action politique sur Bangui de façon disproportionnée, elle risque de renforcer une dynamique identique à celle qui a provoqué la crise de la période 2012-2014.

La MINUSCA devrait mettre davantage l'accent sur les actions menées au niveau local (par ses composantes civiles, policières et militaires) pour protéger les civils et sur les solutions politiques au niveau des communautés. Par exemple, au lieu d'aider l'État à étendre son autorité en déployant ses représentants dans tout le pays depuis la capitale, la mission pourrait veiller surtout à établir et appuyer les capacités de gouvernance locale. Elle

devrait rechercher les occasions de coordonner de manière cohérente les initiatives venant de la base et celles venues d'en haut.

COORDONNER LES MOYENS CIVILS, POLICIERS ET MILITAIRES DE MANIÈRE STRATÉGIQUE

La mission devrait coordonner ses moyens militaires, policiers et civils de manière stratégique en vue de convaincre les groupes armés, le Gouvernement et la population d'adhérer au processus politique et d'investir dans la construction d'un avenir paisible pour la RCA. Cela revient à envisager non seulement la protection des civils, mais aussi le programme de DDRR, la réforme du secteur de la sécurité et le droit de procéder à des arrestations comme des moyens de dynamiser le processus politique.

COMPRENDRE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU CONFLIT

Les facteurs économiques déterminent les stratégies, les avancées tactiques et les partenariats des groupes armés. La MINUSCA devrait donc déterminer dans quelle mesure et de quelle manière elle peut utiliser ses moyens pour empêcher les groupes armés de se rendre maîtres de ressources qu'ils pourraient exploiter pour en retirer un gain économique et politique. Cela nécessiterait une connaissance approfondie de l'économie politique du conflit, et en particulier de l'accès des groupes armés aux principaux marchés du bétail et sites miniers.

ÉTABLIR LA CONFIANCE PAR LA COMMUNICATION

Il est urgent que la mission fasse connaître son mandat et établisse une relation de confiance avec la population centrafricaine. Elle pourrait améliorer davantage sa communication stratégique, notamment en adoptant une démarche plus décentralisée (non centrée sur Bangui) et en communiquant davantage dans les idiomes locaux.

Hiérarchisation et ordonnancement

Le prochain mandat de la MINUSCA devrait continuer à donner la priorité à la protection des civils, clarifier et renforcer le rôle de la mission dans le processus politique (y compris dans les

efforts de médiation), appeler à promouvoir les moyens de paix à l'échelle locale, encourager l'utilisation efficace des mesures d'urgence temporaires pour faire avancer le programme de DDRR et le processus politique, remettre l'accent sur la réforme du secteur de la sécurité, et réexaminer l'appui apporté à l'extension de l'autorité de l'État.

DONNER LA PRIORITÉ À LA PROTECTION DES CIVILS

La montée de la violence contre les civils constitue une grave menace pour la paix et le processus politique en RCA, et la MINUSCA sera jugée selon sa capacité à prévenir et faire cesser les atrocités. Le Conseil de sécurité devrait autoriser l'envoi d'un renfort d'effectifs militaires pour que la mission soit en mesure d'y mettre un terme et d'inverser la tendance. Ce renfort devrait aider la MINUSCA à réduire le vide sécuritaire dans le sud-est du pays et à réagir de manière plus rapide, plus souple et plus efficace aux flambées de violence dans tout le pays. Cependant, les forces de la MINUSCA seront encore poussées aux limites de leurs capacités ; elles devront donc adopter une démarche préventive pour accomplir leur mandat de protection, en s'appuyant sur des analyses prévisionnelles et, autant que possible, en intervenant avec les moyens civils, policiers et militaires adéquats avant que la violence ne se manifeste.

La violence contre les civils provient de dynamiques locales plutôt que nationales. Par conséquent, beaucoup de participants se sont accordés à dire que la MINUSCA devrait adopter une démarche plus décentralisée pour assurer la protection des civils, notamment en veillant à ce que les bureaux de terrain disposent des capacités de renseignement, d'évaluation des situations, et de prise de décision nécessaires pour intervenir de manière efficace et rapide en cas de menaces contre des populations.

UN RÔLE RENFORCÉ DANS LE PROCESSUS POLITIQUE

La stagnation du processus politique centrafricain résulte en partie de la prolifération des processus de médiation et de l'incertitude quant à savoir qui doit les conduire. La MINUSCA pourrait jouer un rôle essentiel en cultivant une vision politique commune pour l'avenir de la RCA, en particulier par sa présence sur le terrain dans tout le pays et par sa capacité à intégrer la voix des acteurs locaux

au processus politique national. Certains participants ont aussi mentionné la possibilité que la MINUSCA « participe en coulisses à la conduite » des efforts de médiation, quoique les modalités pratiques d'une telle démarche restent à définir. La stratégie de sortie de la MINUSCA doit être fondée sur une solution politique crédible et multidimensionnelle. Il est donc essentiel qu'elle clarifie et renforce son rôle dans les efforts de médiation destinés à trouver une solution politique au conflit.

PROMOUVOIR LES CAPACITÉS DE PAIX À L'ÉCHELLE LOCALE

Tandis que le processus politique progresse au niveau national, la MINUSCA devrait intensifier ces efforts pour mettre fin au glissement du pays vers l'instabilité en promouvant les capacités de paix à l'échelle locale. La RCA possède des capacités de paix robustes et bien implantées dans tout le pays, avec de nombreux comités pour la paix opérant à l'échelle locale.

La MINUSCA devrait donner la priorité à l'accompagnement de ces ressources et étudier les possibilités de collaboration avec les acteurs de la gouvernance locale afin d'enrayer la violence sur le court terme tandis que le Gouvernement centrafricain s'emploie à renforcer ses capacités, à réformer ses institutions et à étendre sa présence sur le long terme. Elle devrait aussi user de ses bons offices pour amplifier la voix de ces comités pour la paix et intégrer les acteurs de la gouvernance locale au processus national.

MESURES D'URGENCE TEMPORAIRES

La mission doit tirer meilleur parti du système « de la carotte et du bâton » pour persuader les chefs de groupes armés de maintenir leur adhésion au processus de paix. La perspective d'une arrestation et d'une condamnation est un puissant moyen de dissuasion. Jusqu'ici, la MINUSCA a restreint l'usage de son pouvoir d'arrestation. Certains l'ont critiquée pour avoir refusé d'arrêter les chefs de groupes armés réunis à Bria en octobre 2016 et pour avoir permis à Ali Darassa, chef du groupe armé Union pour la paix en Centrafrique (UPC), de quitter Bambari en février dernier au lieu de le détenir. Ces décisions contribuent aussi à alimenter la méfiance de la population envers la MINUSCA, car beaucoup y voient une preuve que la MINUSCA soutient les rebelles ex-Séléka.

Le Conseil de sécurité devrait renforcer le

mandat de la MINUSCA en lui demandant d'appliquer des mesures d'urgence temporaires propres à protéger efficacement les civils et à convaincre les chefs des groupes armés de participer pour de bon au processus politique. L'arrestation des principaux chefs de groupes armés ébranlerait l'économie de guerre alimentant la violence, pousserait les autres chefs à vraiment participer au processus politique et démontrerait à la population que la mission est impartiale et mérite leur confiance.

METTRE DAVANTAGE L'ACCENT SUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Même avec les renforts d'effectifs militaires, la MINUSCA aura du mal à satisfaire les besoins de sécurité de la RCA. La mission doit mettre davantage l'accent sur la réforme du secteur de la sécurité de manière à promouvoir la stabilité dans le pays. Elle doit se pencher sur les possibilités de collaboration avec les unités des Forces armées centrafricaines, qui ont été formées par la mission de formation de l'Union européenne. Cela doit se faire en appliquant avec soin des stratégies d'évaluation et d'atténuation des risques, conformément à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. La MINUSCA devrait aussi veiller à promouvoir la capacité des forces de police et de gendarmerie (et pas seulement des forces de combat) et devrait s'efforcer en particulier de renforcer les principes de responsabilité et d'ouverture au sein des forces de sécurité centrafricaines. Comme la MINUSCA est bien placée pour encourager une plus grande ouverture des armées, de la police et de la gendarmerie aux musulmans et aux différentes minorités ethniques, elle devrait promouvoir un secteur de la sécurité représentatif de la population.

UNE AUTORITÉ ÉTATIQUE OUVERTE ET REPRÉSENTATIVE

La priorité donnée au rétablissement et à l'extension de l'autorité de l'État dans le mandat actuel de la MINUSCA devrait être réexaminée. Certains participants à l'atelier ont proposé de retirer cette tâche du prochain mandat pour libérer des ressources en faveur de priorités plus urgentes,

quitte à la rajouter au mandat une fois que le glissement vers l'instabilité aura cessé. D'autres ont proposé de la redéfinir pour qu'elle se concentre sur la promotion de mécanismes de gouvernance ouverts et représentatifs à l'échelle locale, ou de restreindre l'extension de l'autorité étatique à un petit nombre de domaines importants sur le plan stratégique.

Quelle que soit la démarche choisie par le Conseil de sécurité, il faudrait qu'il précise ce qu'il attend de la MINUSCA pour ce volet de la mission, car une grande partie de son personnel le trouve peu clair et difficile à interpréter. La mission devrait envisager de faire davantage entendre sa voix dans son appui aux efforts d'ouverture et dans son opposition aux déclarations favorisant l'exclusion et la marginalisation, quels qu'en soient les auteurs (même lorsqu'il s'agit de représentants du Gouvernement).

Conclusion

Les acteurs nationaux et internationaux, MINUSCA comprise, doivent s'employer sans plus attendre à faire cesser et à inverser le glissement de la RCA vers un nouveau cycle de violence. Face à un processus politique au point mort, l'activité des groupes armés et la criminalité opportuniste continuent de faire peser une menace sur la population civile et de déstabiliser le pays, tandis que les discours prônant l'exclusion et le soupçon généralisé érodent la confiance et nourrissent davantage la violence intercommunautaire.

En révisant le mandat de la MINUSCA le mois prochain, le Conseil de sécurité devrait donner la priorité à la protection des civils, augmenter l'effectif militaire maximum de la mission, lui donner un rôle plus clair dans le processus politique, lui demander de renforcer son appui aux capacités de paix locales, l'encourager à appliquer son mandat de manière plus stratégique en adoptant des mesures d'urgence temporaires, la charger d'appuyer davantage la réforme du secteur de la sécurité, et redéfinir son rôle dans la promotion d'institutions étatiques ouvertes et représentatives.

Programme

Mardi 3 octobre 2017

9 h 00 – 9 h 20 **Déclaration liminaire**

9 h 20 – 11 h 00 **Séance 1 : Stratégie politique**

Durant cette séance, les experts présenteront une brève analyse du conflit, en donnant un aperçu des développements et des principales menaces pesant sur la paix et la sécurité en RCA. Ils analyseront à la fois les difficultés et les opportunités auxquelles la mission fait face et présenteront les progrès accomplis. Les participants engageront ensuite une réflexion sur la stratégie politique que la mission pourrait suivre pour répondre aux menaces recensées dans l'analyse du conflit.

Questions à examiner : *Qu'est-ce que nous dit l'analyse du conflit en RCA des moteurs de conflit ? Quels sont les principaux obstacles à la mise en œuvre des mesures de réconciliation ? Quelle est la compréhension actuelle des capacités locales et des arrangements locaux qui sont efficaces pour la paix ? Quelle est la stratégie politique qui sous-tend la mission ? Cette stratégie est-elle encore viable ou doit-elle être révisée ? De quelle manière, par exemple, la mission peut-elle protéger les civils dans ce contexte de violence ethnique renouvelée ? De quelle manière l'ONU peut-elle aider à définir et soutenir le retour de l'autorité de l'État dans un tel environnement ? Quel rôle la mission peut-elle jouer dans les initiatives régionales ? Quelles sont les principaux obstacles et opportunités pour la réussite du transfert des tâches du gouvernement à l'équipe-pays ? De quelle manière le Conseil de sécurité peut-il rester engagé à l'appui de la stratégie politique et des solutions à long terme, s'appuyant sur des capacités pour la paix avec le soutien de l'ONU sur le terrain ?*

Président

Youssef Mahmoud, *International Peace Institute*

Speakers

Igor Acko, *United States Institute of Peace*

Nanette Ahmed, *United Nations Department of Peacekeeping Operations*

Louisa Lombard, *Yale University*

Enrica Picco, *Independent Consultant*

11 h 00 à 11 h 15 **Pause-café**

11 h 15 à 12 h 50 **Séance 2 : Hiérarchisation et ordonnancement**

Dans cette séance, les participants détermineront les objectifs prioritaires de la mission pour faire avancer la stratégie politique définie à la séance précédente. Ils se pencheront aussi sur l'ordre dans lequel doit être entreprise la réalisation de ces objectifs prioritaires. En ordonnant les objectifs, les participants veilleront à ne pas charger la mission d'un trop grand nombre de tâches simultanées. Ils s'attacheront aussi à ordonner ces objectifs de manière à ce qu'elle ne soit pas amenée à exécuter certaines tâches trop tôt, avant que les conditions de leur succès soient réunies.

Questions à examiner : Au vu du dernier rapport du Secrétaire général et des faits nouveaux, à quels objectifs du mandat actuel faut-il donner la priorité? Quels aspects du mandat la mission a-t-elle réussi à mettre en œuvre? Quels obstacles ont empêché la mission de transposer sur le plan de l'action les tâches qui lui avaient été confiées, et quelles sont les conditions qui doivent être remplies pour permettre l'exécution de ces tâches? Comment le mandat de la MINUSCA peut-il faciliter l'adaptation de la mission à l'évolution de la situation sur le terrain?

Président

Ian Martin, *Security Council Report*

Participants

M. Igor Acko

United States Institute of Peace (USIP)

Mme Nanette Ahmed

Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Mme Aissata Athie

International Peace Institute

M. Gianluca Battaglia

Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Michael Bonser

Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Arthur Boutellis

International Peace Institute

Mme Lina Bunis

Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Jun Chi

Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Eric Chung-Lim

Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

M. Evan Cinq-Mars

Center for Civilians in Conflict

Mme Lesley Connolly

International Peace Institute

M. Arnaud de Coincy

Organisation des Nations Unies, New York

M. Paul Deutschmann

Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Namie Di Razza

International Peace Institute

Dr Adedeji Ebo

Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

M. Yann Ehrhard

Organisation des Nations Unies, New York

M. Renaud Galand

Organisation des Nations Unies, New York

Mme Aditi Gorur

Henry L. Stimson Center

M. Samuel Gourgon

Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Christina Hackmann

Programme des Nations Unies pour le développement

M. John Hirsch

International Peace Institute

Mme Julie Jolles

Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Ivan Khoroshev

Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Grace Kpohazounde

Organisation des Nations Unies, New York

S. E. Mme Ambroisine Kpongo

Mission permanente de la République Centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Louisa Lombard

Yale University

Dr Youssef Mahmoud
International Peace Institute

Mme Hillary Margolis
Human Rights Watch

Mr Ian Martin
Security Council Report

Mme Delphine Mechoulan
International Peace Institute

Lt Col. Francisco Thó Monteiro
Mission permanente du Portugal auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Dr Alexandra Novosseloff
International Peace Institute

Mme Enrica Picco
Consultant indépendant

Mme Laura Powers
International Peace Institute

M. Christophe Pradier
Département des opérations de maintien de la
paix des Nations Unies

Mme Laura Rutishauser
Programme des Nations Unies pour le
développement

Mme Sabina Stein
Département des affaires politiques des
Nations Unies

M. Eran Sthoeger
Security Council Report

Dr Sarah Taylor
International Peace Institute

Mme Madeline Velturo
Henry L. Stimson Center

Dr Marie-Joëlle Zahar
Université de Montréal

L'**INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE** (IPI) est un groupe de réflexion international et indépendant à but non lucratif qui se consacre à la gestion des risques et au renforcement des capacités d'endurance et de rebond des collectivités humaines en vue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable. Pour remplir sa vocation, l'IPI conjugue recherche sur les politiques, analyse stratégique, publication de travaux et organisation de réunions. Réunissant une équipe pluridisciplinaire venue de plus de 20 pays, l'IPI a des bureaux en face du siège des Nations Unies à New York ainsi qu'à Vienne (Autriche) et à Manama (Bahreïn).

Le **STIMSON CENTER** est un centre de recherche sur les politiques libre de toute obédience et œuvrant à la résolution des grandes menaces qui pèsent sur la sécurité et la prospérité du monde. Son programme de protection des civils dans les conflits s'assure le concours des décideurs, des praticiens et des collectivités sur le terrain afin de cerner les vides sécuritaires et de mettre au point des stratégies adaptées aux circonstances pour protéger les populations des sociétés déchirées par la guerre.

Le **SECURITY COUNCIL REPORT** a pour mission de promouvoir la transparence et l'efficacité de l'action du Conseil de sécurité des Nations Unies. À cette fin : il diffuse des documents d'information objectifs et de haute tenue sur les activités en cours du Conseil et de ses organes subsidiaires ; il réunit les parties prenantes pour approfondir l'analyse des questions dont le Conseil est saisi, ainsi que de ses méthodes de travail et de son fonctionnement ; il encourage la coopération du Conseil avec tous les États membres et avec la société civile ; et il développe la capacité des nouveaux participants à suivre les pratiques et procédures du Conseil à travers des programmes de formation et d'assistance. Indépendant et impartial, le SCR prône la transparence, mais sans prendre position sur les questions dont le Conseil est saisi.



777 United Nations Plaza, New York, NY 10017-3521, USA

TEL +1-212-687-4300 FAX +1-212-983-8246

Freyung 3, 1010 Vienna, Austria

TEL +43-1-533-8881 FAX +43-1-533-8881-11

51-52 Harbour House, Bahrain Financial Harbour

P.O. Box 1467, Manama, Bahrain

www.ipinst.org